



**Conférence  
des Nations Unies  
sur le commerce  
et le développement**

Distr.  
GENERALE

TD/B/RBP/102  
10 août 1994

FRANCAIS  
Original : ANGLAIS

CONSEIL DU COMMERCE ET DU DEVELOPPEMENT  
Groupe intergouvernemental d'experts  
des pratiques commerciales restrictives  
Treizième session  
Genève, 24 octobre 1994  
Point 5 de l'ordre du jour provisoire

PROGRAMME DE TRAVAIL CONCERNANT LES PRATIQUES COMMERCIALES RESTRICTIVES,  
Y COMPRIS LES PROGRAMMES D'ASSISTANCE TECHNIQUE, DE SERVICES  
CONSULTATIFS ET DE FORMATION DANS CE DOMAINE, ET PREPARATION  
DE LA TROISIEME CONFERENCE D'EXAMEN

Programmes d'assistance technique, de services consultatifs  
et de formation dans le domaine des pratiques  
commerciales restrictives

Note du secrétariat de la CNUCED

TABLE DES MATIERES

	<u>Paragraphe</u>
Introduction . . . . .	1 - 4
I. Rapport d'activité sur les activités de coopération technique de la CNUCED relatives aux pratiques commerciales restrictives . . . . .	5 - 25
II. Etablissement de projets régionaux de coopération technique . . . . .	26 - 27
III. Conclusions . . . . .	28 - 37

## INTRODUCTION

1. Il convient de rappeler que l'Ensemble de principes et de règles équitables convenus au niveau multilatéral pour le contrôle des pratiques commerciales restrictives 1/ (l'Ensemble), adopté par l'Assemblée générale en 1980, prévoit aux paragraphes 6 et 7 de la section F, ce qui suit :

"6. Exécution, à la CNUCED, ou facilitation par la CNUCED, et autres organisations appropriées du système des Nations Unies agissant de concert avec la CNUCED, de programmes d'assistance technique, de services consultatifs et de formation en matière de pratiques commerciales restrictives, à l'intention, en particulier, des pays en développement :

a) Des experts devraient être mis à la disposition des pays en développement pour les aider, sur demande, à élaborer une législation et des procédures en matière de pratiques commerciales restrictives ou à améliorer la législation et les procédures existantes;

b) Des séminaires, des programmes de formation ou des cours devraient être organisés, principalement dans les pays en développement, pour former les fonctionnaires participant ou pouvant être appelés à participer à l'application de la législation relative aux pratiques commerciales restrictives et, à cet égard, il conviendrait de tirer parti notamment de l'expérience et des connaissances que les autorités administratives, en particulier dans les pays développés, possèdent quand il s'agit de déceler le recours à des pratiques commerciales restrictives;

c) Un manuel des législations appliquées en matière de pratiques commerciales restrictives devrait être établi;

d) Il y aurait lieu de rassembler et de mettre à la disposition, en particulier, des pays en développement, des livres, documents, manuels et autres renseignements touchant les questions qui se rapportent aux pratiques commerciales restrictives;

e) Des échanges de personnel entre administrations s'occupant des pratiques commerciales restrictives devraient être organisés et facilités;

f) Des conférences internationales sur la législation et la politique en matière de pratiques commerciales restrictives devraient être organisées;

g) Des séminaires visant à permettre des échanges de vues entre personnes du secteur public et du secteur privé au sujet des pratiques commerciales restrictives devraient être organisés.

7. Les organisations internationales et les programmes de financement, en particulier le Programme des Nations Unies pour le développement, devraient être invités à fournir des ressources par des voies et selon des modalités appropriées pour le financement des activités énoncées au paragraphe 6 ci-dessus. En outre, tous les pays,

en particulier les pays développés, sont invités à verser des contributions volontaires, financières et autres, pour les activités susmentionnées."

2. En outre, dans les conclusions concertées 2/ de sa douzième session tenue en 1993, le Groupe intergouvernemental d'experts des pratiques commerciales restrictives :

- "1. Demande aux organismes intergouvernementaux et aux programmes de financement - ainsi qu'aux Etats membres, au moyen de contributions financières et autres volontaires - de fournir les ressources nécessaires aux activités mentionnées ci-dessous et d'informer le secrétariat de la CNUCED des programmes au titre desquels une assistance technique pourrait être apportée;
2. Prie le secrétariat de la CNUCED de continuer à fournir aux pays en développement et aux pays en transition, sur leur demande et dans la limite des ressources disponibles, une assistance technique, des conseils et des services de formation dans le domaine de la politique de la concurrence, et de lui rendre compte de ses activités afin de permettre au Groupe intergouvernemental d'experts d'évaluer celles-ci à sa treizième session;
3. Demande aux organismes intergouvernementaux de coordonner leurs activités et de coopérer dans le domaine de la politique de la concurrence en vue d'éviter les chevauchements inutiles et d'obtenir le maximum de résultats avec les ressources limitées actuelles."

3. Il convient aussi de mentionner les déclarations faites, pendant la douzième session du Groupe d'experts, par plusieurs délégations, en particulier celles d'Amérique latine et des Caraïbes, qui ont exprimé le voeu que le secrétariat de la CNUCED établisse un descriptif de projet concernant la coopération régionale en matière d'assistance technique, en indiquant les programmes gouvernementaux et intergouvernementaux qui pourraient être mis à profit afin d'obtenir des fonds adéquats pour des activités futures.

4. La présente note renferme donc un rapport d'activité (section I) sur les activités de coopération technique du secrétariat de la CNUCED pendant la période écoulée depuis la douzième session du Groupe intergouvernemental d'experts 3/, ainsi qu'un résumé des projets de coopération technique en préparation et des efforts déployés par le secrétariat pour obtenir le financement nécessaire à un projet de coopération technique régionale sur la promotion et la protection de la concurrence.

#### I. RAPPORT D'ACTIVITE SUR LES ACTIVITES DE COOPERATION TECHNIQUE DE LA CNUCED RELATIVES AUX PRATIQUES COMMERCIALES RESTRICTIVES

5. Conformément aux conclusions concertées adoptées par le Groupe intergouvernemental d'experts des pratiques commerciales restrictives à sa douzième session (conclusions concertées, section D), le secrétariat de la CNUCED a continué de fournir, sur demande et dans la limite des ressources

disponibles, une coopération technique, des services consultatifs et des services de formation en matière de politique de la concurrence.

6. Les grands axes de son action peuvent se résumer comme suit :

a) Sensibilisation des pouvoirs publics

- i) Organisation de séminaires de présentation réunissant des experts de pays qui ont l'expérience de la politique de la concurrence, des fonctionnaires et des parlementaires, ainsi que des représentants des milieux universitaires, des milieux d'affaires et des organismes de défense de consommateurs, en vue de sensibiliser les pouvoirs publics à la nécessité d'adopter une législation nationale appropriée sur la concurrence;
- ii) Quelques gouvernements peuvent demander une étude des pratiques commerciales restrictives et de l'état de la concurrence sur leurs marchés, avant de prendre d'autres initiatives directrices en la matière;

b) Elaboration d'une législation

- i) Une fois qu'un gouvernement a décidé d'entreprendre la rédaction d'une législation sur la concurrence, un ou plusieurs juristes étrangers pourraient, sur sa demande, être recrutés à titre de consultants pour assurer des services consultatifs au niveau de la rédaction;
- ii) Le projet de loi pourrait ensuite être distribué aux fins d'avis et d'observations de la part d'autres experts de la branche.

c) Renforcement des institutions

La législation sur la concurrence exigeant toujours la création d'un organisme de contrôle de la concurrence chargé de mettre en oeuvre la loi et d'en suivre l'application, il faudrait peut-être :

- i) Des services consultatifs pour la création et le fonctionnement initial de l'organe de contrôle;
- ii) Former les fonctionnaires responsables de l'application de la loi, ce qui pourrait être fait par un échange de personnel avec d'autres organismes de contrôle de la concurrence ayant déjà une expérience dans ce domaine;
- iii) Des ateliers portant sur des questions particulières et réunissant des fonctionnaires chargés de l'application de la loi dans d'autres pays;
- iv) Des voyages d'étude avec des organes de contrôle étrangers, une formation en cours d'emploi, etc.

7. Pendant la période considérée, l'action de la CNUCED s'est exercée selon les trois axes susmentionnés.

A. Projet national pour le Ghana

8. Depuis 1991, la CNUCED aide le Ghana à appliquer sa politique de la concurrence, plus précisément à rédiger un projet de loi sur le contrôle des pratiques commerciales restrictives et à créer une commission chargée d'administrer et d'appliquer la loi.

9. Au début de 1993, le Gouvernement ghanéen a informé la CNUCED qu'un projet de loi intitulé "The Trade Practices Act" avait été rédigé. Toutefois, avant que le projet puisse être déposé devant le Parlement, il fallait organiser un séminaire à Accra pour mettre les milieux d'affaires au courant. Un séminaire a donc eu lieu les 5 et 6 avril 1993, avec la participation d'experts du Royaume-Uni et de l'Allemagne.

10. Le PNUD a informé la CNUCED que le projet avait pris fin au 31 décembre 1993 et que la troisième phase ne pourrait se dérouler qu'au titre d'un nouveau programme, peut-être dans le cadre du projet composite "Renforcement des entreprises". A cette fin, le Ministère du commerce devait adresser une nouvelle demande au PNUD.

11. Une mission a donc été envoyée (6-9 avril) pour aider le Ministère du commerce, y compris le Comité interministériel et le Cabinet du Procureur général. Un projet de proposition destiné à être présenté à des donateurs potentiels, qui fait actuellement l'objet d'un travail de rédaction du PNUD et, entre autres, du Ministère du commerce, pourrait être incorporé dans le projet d'un programme national global d'action pour le renforcement des institutions. De son côté, le Ministère s'efforcerait aussi d'obtenir une assistance bilatérale. Un appel pressant a été adressé à la CNUCED pour qu'elle apporte toute l'aide possible, surtout si ces efforts devaient échouer.

B. Séminaire sur la politique de la concurrence et les pratiques commerciales restrictives à Kuala Lumpur (Malaisie), 25-27 janvier 1994

12. Le séminaire national pour la Malaisie a été organisé en coopération avec le Ministère du commerce intérieur et de la consommation et l'Institut des relations diplomatiques et étrangères de la Malaisie.

13. Le séminaire a réuni 44 participants de l'administration, des secteurs public et privé, ainsi que des milieux universitaires et des associations de consommateurs. L'équipe de la CNUCED, composée de deux fonctionnaires du secrétariat, était renforcée par trois experts nationaux, détachés par la Trade Practices Commission de l'Australie, l'organe de tutelle de la concurrence de la Norvège et la Corporate Law Authority du Pakistan, qui ont tous présenté des communications techniques et ont participé aux débats.

14. A la séance de clôture, il a été convenu de recommander l'adoption d'une législation sur la concurrence et la création d'une autorité de contrôle de la concurrence en Malaisie. A la suite du séminaire, le Ministre responsable a décidé de commencer à faire préparer un projet de loi pour adoption avant la

fin de 1994. Une assistance supplémentaire pour l'élaboration de la loi et le renforcement des institutions sera demandée à la CNUCED en temps utile. Au moment où la présente note a été rédigée, la CNUCED avait accepté de participer à des réunions consultatives en septembre 1994 avec les autorités malaisiennes chargées d'élaborer la législation. A cette fin, le représentant de la CNUCED sera accompagné d'un expert de haut niveau en matière de politique de la concurrence venant de la République de Corée.

C. Séminaire à l'intention des pays membres du Pacific Forum, Suva (Fidji), 1er-3 février 1994

15. Le séminaire, organisé en coopération avec le secrétariat du Forum dont le siège est situé à Suva (Fidji), a réuni environ 19 participants de Fidji et un participant chacun des îles Cook, de Kiribati, de Papouasie-Nouvelle-Guinée, des îles Salomon, de Tonga et de Samoa, sur l'invitation de la CNUCED. Des experts étrangers de la Norvège, de l'Australie et de la Nouvelle-Zélande ont présenté des communications, de même que les deux fonctionnaires du secrétariat de la CNUCED qui assistaient au séminaire et des représentants du secrétariat du Forum.

16. Le séminaire a adopté une liste de "conclusions et recommandations" dans laquelle il est notamment convenu que l'action ultérieure dans ce domaine devrait comporter les éléments ci-après :

- i) Une enquête sur l'état de la concurrence dans les pays en développement de la région;
- ii) Un autre séminaire comportant une participation plus large pour faire progresser les débats et favoriser encore l'adoption de politiques de la concurrence;
- iii) Un échange d'information entre les pays insulaires membres du Forum (FIC) sur les faits nouveaux concernant la politique de la concurrence;
- iv) Une coopération technique à l'intention des pays membres du Forum (FIC) en matière de politique de la concurrence.

Il a également été convenu que les résultats du séminaire seraient présentés à la réunion du Comité des problèmes économiques et échanges régionaux (CREIT) du secrétariat du Pacific Forum au début du mois de mai 1994, en vue d'obtenir son appui à la mise en oeuvre des recommandations du séminaire.

D. Chine : Ateliers sur la concurrence et les pratiques commerciales restrictives (Shanghai (14-16 mars 1994) et Shenzhen (11-13 mars 1994))

17. Deux ateliers ont été organisés par la CNUCED en coopération avec l'Administration d'Etat pour l'industrie et le commerce de la République populaire de Chine. L'Office fédéral allemand des cartels et l'Office of Fair Trading du Royaume-Uni ont envoyé des experts participer aux ateliers, qui ont réuni chacun une centaine de participants appartenant à des administrations publiques, aux professions juridiques et aux milieux universitaires.

18. Les ateliers ont traité de sujets tels que l'opportunité et les fonctions de la politique de la concurrence dans les réformes économiques orientées vers le marché dans les pays en développement; les expériences particulières de la Chine dans ce domaine; une présentation de la nouvelle loi chinoise pour la répression de la concurrence déloyale; une présentation des lois et mécanismes administratifs allemands et britanniques en matière de concurrence; la détection des soumissions collusoires; les restrictions verticales et les abus de position dominante; la concentration de la puissance commerciale; la régulation des monopoles naturels. Les communications présentées sur ces sujets ont été suivies de discussions de table ronde au cours desquelles les participants ont témoigné d'une bonne compréhension de ces questions et d'un vif intérêt. Pendant les ateliers, une action de suivi a en outre été sollicitée, en particulier pour la formation des fonctionnaires chinois qui seront chargés de l'application de la nouvelle loi pour la répression de la compétition déloyale.

E. La Conférence Banque mondiale/CNUCED sur la politique de la concurrence et le commerce international, Bogota (Colombie), 16-17 juin 1994

19. Cette conférence a été organisée conjointement par la Banque mondiale, la Surintendance de l'industrie et du commerce de la Colombie et la CNUCED. Elle a réuni les chefs des autorités de contrôle de la concurrence colombiennes, chiliennes, péruviennes, vénézuéliennes et mexicaines avec divers fonctionnaires de la Banque mondiale, de la CNUCED et de l'Union européenne, ainsi que des juristes renommés spécialistes des lois antitrusts et des experts du droit commercial. Des communications ont été faites sur des sujets tels que la politique de la concurrence et son importance pour le développement économique; l'articulation entre le commerce, la concurrence et les investissements; la législation anti-dumping, les subventions publiques et la concurrence; la gestion et l'expérience de la concurrence dans les pays du Pacte andin, au Chili et au Mexique; la politique de la concurrence dans le cadre de l'Accord nord-américain de libre-échange; les variantes possibles du règlement des différends relatifs à la concurrence, aux échanges commerciaux et aux investissements. La Conférence a témoigné d'un vif intérêt pour une information plus poussée et une mise en commun des expériences de la part des autorités latino-américaines chargées des questions relatives à la concurrence. La CNUCED et la Banque mondiale sont toutes deux convenues de renforcer la coopération dans ce domaine afin de répondre aux besoins, si leurs ressources le leur permettaient.

F. Séminaire sur la politique de la concurrence et les pratiques commerciales restrictives, Kingston (Jamaïque), 20-21 juin 1994

20. Il s'agissait essentiellement d'un séminaire national, organisé par la CNUCED avec la Fair Trading Commission de la Jamaïque et le Ministère de l'industrie, du tourisme et du commerce à l'intention des professions juridiques, des milieux d'affaires et des associations de consommateurs, auquel ont aussi participé des représentants des Bahamas et de Bélize. Le Directeur exécutif de la Fair Trading Commission de la Jamaïque a présenté une communication détaillée sur la première année d'activité de son bureau. Le Directeur du Mona Institute of Business a présenté une étude, qu'il avait établie pour la CNUCED, sur les difficultés et l'opposition rencontrées pendant la période qui avait précédé l'adoption de la loi jamaïcaine sur la

concurrence en 1993. Cette étude sera reproduite par la CNUCED et servira de document de base pour la coopération technique dans de petits pays en développement comme la Jamaïque qui envisagent d'adopter une loi sur la concurrence. Le Président du Conseil de la concurrence de la Norvège a fait un exposé sur l'expérience de la Norvège dans ce domaine.

G. Séminaire sur la politique de la concurrence et les pratiques commerciales restrictives à Port of Spain (Trinité-et-Tobago), 23-24 juin 1994

21. Ce séminaire national a été organisé en coopération avec le Ministère du commerce et de l'industrie et le Ministère des finances de Trinité-et-Tobago. Destiné à un vaste public de fonctionnaires, de directeurs de services publics et d'entreprises d'Etat, de milieux d'affaires et d'associations de consommateurs, le séminaire avait pour but de convaincre le gouvernement de la nécessité d'adopter, au plus tôt, une législation sur la concurrence. Le Président du Conseil de la concurrence de la Norvège et le Directeur exécutif de la Fair Trading Commission de la Jamaïque ont présenté des communications sur leurs expériences. Le séminaire a recommandé la rédaction d'une loi sur la concurrence pour Trinité-et-Tobago.

H. Projet national pour la Zambie

22. Le projet Zambie/PNUD (ZAM/92/026/A/01/99) relatif à l'assistance préparatoire pour le renforcement des institutions au Ministère du commerce, des échanges et de l'industrie, a déjà franchi les étapes a) et b) exposées plus haut. Après des séminaires de présentation en février 1991, la rédaction d'une législation sur la concurrence a débuté en 1993 et une loi a maintenant été adoptée sur les pratiques commerciales loyales et la concurrence.

23. Au moment où la présente note a été rédigée, il est prévu d'envoyer une mission d'un expert en matière de concurrence recruté par le secrétariat de la CNUCED pour conseiller le ministère dans la mise en oeuvre de la politique de la concurrence en Zambie.

I. Séminaire concernant l'application des lois sur la concurrence, Manille (Philippines)

24. La Fondation allemande pour le développement international, en coopération avec le Ministre de l'économie, l'Office fédéral allemand des cartels et la CNUCED, ont organisé ce séminaire à Manille, du 15 au 19 août 1994, en collaboration avec le Gouvernement philippin.

J. Séminaire sur le développement de la politique de la concurrence au Chili et en Allemagne au vu des expériences internationales

25. Un autre séminaire organisé par la Fondation allemande pour le développement international, l'Office fédéral allemand des cartels et la CNUCED doit avoir lieu en novembre 1994, à Santiago du Chili, pour la mise en commun des expériences recueillies dans le contrôle des pratiques commerciales restrictives entre les autorités chiliennes et allemandes chargées des questions relatives à la concurrence.



## II. ETABLISSEMENT DE PROJETS REGIONAUX DE COOPERATION TECHNIQUE

26. Il convient de rappeler que, lors de la douzième session du Groupe intergouvernemental d'experts des pratiques commerciales restrictives, plusieurs délégations, en particulier de l'Amérique latine et des Caraïbes, ont exprimé le voeu que le secrétariat de la CNUCED établisse un descriptif de projet en matière de coopération technique régionale concernant la politique de la concurrence et les pratiques commerciales restrictives. En conséquence, dans le courant du premier trimestre de 1994, le secrétariat a établi un projet détaillé de protection et de promotion de la libre concurrence dans la région de l'Amérique latine et des Caraïbes. Les objectifs du projet sont les suivants :

- a) Soutenir les processus législatifs nationaux, à la fois pour la promulgation et la réforme de la législation sur la concurrence et des sujets connexes, tels que la protection du consommateur;
- b) Coopérer à la mise en place des services des autorités compétentes, y compris par la formation de personnel;
- c) Contribuer à la création de ce qui pourrait être dénommé une "culture de la concurrence" dans la région en mettant en valeur l'importance, la portée et les mécanismes de la législation parmi les secteurs intéressés : administrations publiques, milieux d'affaires et consommateurs (en particulier les secteurs les plus pauvres).

27. Le budget proposé est de 736 000 dollars et le projet est conçu pour être exécuté en trois ans. Le secrétariat a adressé la proposition de projet aux organisations intergouvernementales et aux programmes de financement, ainsi qu'aux Etats membres, qui pourraient s'intéresser à participer à la mise en oeuvre effective du projet au moyen de contributions volontaires financières et autres. Pour établir la proposition de projet, le secrétariat de la CNUCED a demandé des renseignements précis aux gouvernements des pays d'Amérique latine et des Caraïbes, dans une note du 24 janvier 1994 qui renfermait un questionnaire détaillé sur "l'état de la législation et des mécanismes nationaux concernant le contrôle des pratiques commerciales restrictives en vue de promouvoir et de protéger la libre concurrence". Les réponses au questionnaire ont contribué à déterminer et à quantifier les besoins de la région.

## III. CONCLUSIONS

28. Il convient de rappeler que, dès 1992, le secrétariat de la CNUCED avait reçu de 63 pays des demandes d'assistance 4/.

29. En 1993, le secrétariat de la CNUCED a pu, avec ses ressources financières limitées (ainsi qu'il est signalé dans le document TD/B/RBP/97), satisfaire aux demandes de neuf pays et d'un groupement sous-régional (CARICOM). Il a notamment organisé un séminaire national en Inde; un séminaire sous-régional au Guatemala, auxquels ont participé El Salvador, le Guatemala et le Honduras; un séminaire sous-régional au Panama, qui a réuni le Costa Rica, le Nicaragua et Panama; un séminaire national en Egypte; enfin, le séminaire de la CARICOM auquel ont participé les pays ci-après :

Antigua-et-Barbuda, les Bahamas, la Barbade, Belize, la Dominique, la Grenade, le Guyana, la Jamaïque et Monserrat.

30. En 1994, le secrétariat a continué à donner satisfaction aux demandes qui s'accumulaient : il a organisé des séminaires de présentation (Chine, Malaisie, pays du Pacific Forum, Trinité-et-Tobago); contribué à la rédaction d'une législation (Ghana); organisé des ateliers concernant la mise en place d'institutions et le bilan d'expériences (en Colombie pour cinq pays d'Amérique latine et en Jamaïque); contribué à organiser des voyages d'étude avec des autorités étrangères de contrôle de pratiques commerciales restrictives (Ghana).

31. Dans ces activités, les pays en développement ont largement profité de la coopération offerte par les Gouvernements de l'Australie, du Canada et du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord (envoi d'experts pour participer à un séminaire à leurs frais); de la Jamaïque (détachement d'un expert pour participer à un séminaire); de l'Allemagne (détachement d'un expert pour participer à des séminaires, avec affectation et formation sur place); de la Nouvelle-Zélande (envoi d'un expert pour participer à un séminaire à ses frais), de la Norvège (envoi d'experts pour participer à des séminaires à ses frais, ouverture de crédits pour la coopération technique); du Pakistan (détachement d'un expert pour participer à un séminaire). Il convient de souligner particulièrement la généreuse contribution du Gouvernement norvégien; non seulement il a envoyé des experts participer à plusieurs séminaires à ses frais, mais encore il a de nouveau contribué au Fonds d'affectation spéciale de la CNUCED INT/86/A01 pour les pratiques commerciales restrictives en 1992, puis en 1993, permettant ainsi à la CNUCED d'organiser plusieurs séminaires et missions consultatives dans les régions des Caraïbes et de l'Amérique centrale pendant la période considérée. Les Etats membres ont aussi profité de quelques fonds extrabudgétaires fournis par le PNUD et d'une coopération de la Banque mondiale pour organiser le séminaire en Colombie.

32. D'autres séminaires ou ateliers sont prévus prochainement au Chili, en Malaisie et aux Philippines, de nouveau avec la coopération de l'Allemagne, de la République de Corée et du PNUD. Des services consultatifs, financés par le PNUD, seront aussi offerts à la Zambie pour la création et le fonctionnement initial d'une autorité de contrôle des pratiques commerciales restrictives.

33. La CNUCED se rend compte de la nécessité d'utiliser aussi efficacement que possible les crédits limités qui sont disponibles - par exemple, le séminaire tenu en Malaisie (25-27 janvier 1994) et celui de Fidji (1er-3 février 1994) ont eu lieu immédiatement l'un après l'autre pour économiser les frais de voyage; les deux ateliers en Chine ont eu lieu l'un après l'autre, ainsi que la Conférence de la Banque mondiale/CNUCED à Bogota (Colombie) (16-17 juin 1994), le séminaire de la Jamaïque (20-21 juin 1994) et celui de la Trinité-et-Tobago (23-24 juin 1994).

34. D'autres demandes ont récemment été reçues des pays suivants :

- Malte, Mongolie, Nicaragua, Pérou, Sainte-Lucie (formation et séminaires); Equateur, Bolivie, El Salvador, Trinité-et-Tobago (avis pour la rédaction d'une législation);
- Marché commun de l'Afrique orientale et australe (COMESA), qui propose un séminaire de trois jours, à Lusaka (Zambie), pour tous les pays membres des organismes PTA/COMESA.

35. Des demandes d'autres pays sont attendues prochainement. Le nombre croissant de demandes de coopération technique concernant la politique de la concurrence s'explique par l'intérêt des Etats membres pour cette question en raison des réformes économiques orientées vers le marché en cours dans de nombreux pays. La possibilité d'y répondre rapidement et pleinement dépend beaucoup de la disponibilité de ressources suffisantes en temps voulu. En particulier, le secrétariat ne serait pas en mesure de donner satisfaction à la plupart des demandes reçues s'il n'arrivait pas à mobiliser des ressources substantielles.

36. Les orientations de la coopération technique future de la CNUCED en matière de concurrence concorderont en gros avec celles qui ont déjà été fixées : sensibilisation des pouvoirs publics, élaboration d'une législation et renforcement des institutions. Les activités ponctuelles dépendront des besoins et des demandes de chaque pays. Une activité qui pourrait encore se développer, si des crédits suffisants devenaient disponibles, serait l'application de projets régionaux ou sous-régionaux, dans le sens du descriptif de projet concernant l'Amérique latine et les Caraïbes. Ces projets permettent de regrouper les activités de coopération technique à l'intention des pays d'une même région et de la mettre en oeuvre de manière intégrée, équilibrée et harmonisée, pour tirer ainsi le meilleur parti de ressources limitées.

37. En exécutant ses activités de coopération technique dans ce domaine, la CNUCED pourrait aussi renforcer la coordination et la coopération avec d'autres organisations internationales, conformément aux conclusions concertées adoptées par le Groupe intergouvernemental d'experts à sa douzième session. Le séminaire organisé conjointement en Colombie par la CNUCED, la Banque mondiale et la Surintendance colombienne de l'industrie et du commerce en est un exemple.

Notes

1/ Résolution 35/63 de l'Assemblée générale, du 5 décembre 1980 (TD/RBP/CONF.10/Rev.1).

2/ Section D de l'annexe I du Rapport du Groupe intergouvernemental d'experts des pratiques commerciales restrictives sur sa douzième session (TD/B/40(2)/2-TD/B/RBP/98).

3/ Pour un rapport sur la période précédente 1992-1993, voir "Activités relatives à des dispositions particulières de l'Ensemble : assistance technique dans le domaine des pratiques commerciales restrictives" (TD/B/RBP/97).

4/ Voir "Activités relatives à des dispositions particulières de l'Ensemble : d) programmes d'assistance technique, de services consultatifs et de formation dans le domaine des pratiques commerciales restrictives" (TD/B/RBP/90), tableau des pages 14 et 15 "Etat d'avancement des programmes d'assistance technique".

-----